



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

Procédure soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

#### ACCORD-CADRE PLURIANNUEL A EXECUTION MIXTE POUR LA CREATION ET L'ENTRETIEN DE DESSERTES FORESTIERES

N° 2026-7100-01

#### Objet de la consultation


Le présent accord cadre pluriannuel a pour objet :

- la création de routes, de pistes et ouvrages d'art et à la réfection généralisée de routes et de ponts dans le Domaine Forestier Permanent ;
- l'exécution de services relatifs à l'entretien des infrastructures routières.

#### Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.

Tél : 05-94-25-53-70  [dt.guyane@onf.fr](mailto:dt.guyane@onf.fr)

## SOMMAIRE

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN</b>	<b>1</b>
<b>Procédure soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.</b>	<b>1</b>
1. Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.1 Pouvoir adjudicateur	4
1.2 Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre	4
1.3 Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)	4
1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus	4
1.5. Comptable assignataire des paiements	4
2. Dispositions Générales du contrat	4
2.1 Objet de l'accord-cadre	4
2.2 Contexte	4
2.3 Décomposition du contrat	5
2.4. Procédure	6
2.5. Forme d'accord cadre	6
2.6. Conditions d'attribution des bons de commande pour des travaux d'un montant inférieur à 100 000 € HT :	6
2.7. Conditions d'attribution des marchés subséquents pour des travaux complexes ou supérieur à 100 000 €.	6
2.8. Décomposition en tranches	7
2.9. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
2.10. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
3. Durées et Délais d'exécution	7
3.1 Durée du contrat	7
3.2 Délais d'exécution des prestations	7
4. Documents constitutifs de l'accord-cadre	7
5. Documents constitutifs du marché subséquent	8
6. Conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	8
6.1. Dispositions générales	8
6.2. Exécution par émission de bons de commande	8
6.3. Exécution par remise en concurrence des titulaires par marchés subséquents	10
6.4. Réception des travaux	12
7. Prix et modalités de règlement	12
7.1. Caractéristiques des prix pratiqués	12
7.2 Contenu des prix	12
7.3. Variation des prix	12

7.4. Modalités essentielles de paiement.....	14
8. Pénalités.....	17
8.1. Dispositions préliminaires.....	17
8.2. Pénalités de retard.....	17
8.3. Pénalité pour travail dissimulé.....	17
8.4. Autres pénalités spécifiques.....	18
8.5 Modalités de mise en œuvre.....	18
8.6. Retard imputable à l'ONF.....	19
9. Droit, langue.....	19
10. Assurance.....	19
11. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	19
11.1 Travailleurs étrangers.....	19
11.2. Travail clandestin.....	20
11.3. Carte d'identification des salariés du BTP.....	20
11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	20
11.4. Pièces et attestations à fournir.....	20
12. Clause de réexamen.....	21
13. Résiliation du contrat.....	21
13.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	21
13.2 Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	21
13.3 Redressement ou liquidation judiciaire.....	22
14. Dérogations au CCAG travaux.....	22

## 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05-94-25-53-70 ✉ : dt.guyane@onf.fr

### 1.2 Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

Madame Aurélie CUVELIER, cheffe du service Bois et Gestion Durable

541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne – ✉ [aurelie.cuvelier@onf.fr](mailto:aurelie.cuvelier@onf.fr) – ☎ 06 94 24 17 32

Monsieur Ulysse NEUGNOT, spécialiste pistes forestières du service Bois et Gestion Durable

541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne – ✉ [ulysse.neugnot@onf.fr](mailto:ulysse.neugnot@onf.fr) – ☎ 06 94 47 60 95

Monsieur Mickaël SAPIN, spécialiste pistes forestières du service Bois et Gestion Durable

541 Route de Montabo – CS 87002 – 97 300 Cayenne – ✉ [mickael.sapin@onf.fr](mailto:mickael.sapin@onf.fr) – ☎ 06 94 24 03 39

### 1.3 Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Philippe MARCELLAN – Responsable Achats – Service Affaires Générales – ONF DT GUYANE -

541 route de Montabo – CS 87002 – 97300 CAYENNE - ✉ : [philippe.marcellan@onf.fr](mailto:philippe.marcellan@onf.fr)

### 1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements techniques est le Chef du service Bois et Gestion Durable, Madame Aurelie CUVELIER.

☎ : 06 94 24 17 32 - ✉ : [aurelie.cuvelier@onf.fr](mailto:aurelie.cuvelier@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : [acs.dfa@onf.fr](mailto:acs.dfa@onf.fr)

## 2. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre pluriannuel a pour objet :

- la création de routes, de pistes et ouvrages d'art et à la réfection généralisée de routes et de ponts dans le Domaine Forestier Permanent ;
- l'exécution de services relatifs à l'entretien des infrastructures routières.

### 2.2 Contexte

L'ONF est un opérateur territorial important et une pierre angulaire de la filière bois. L'activité se concentre dans le Domaine Forestier Permanent, bande de 350 km située au Nord de la Guyane et totalisant 2,4 M ha. Tous les actes de la gestion forestière sont certifiés PEFC.

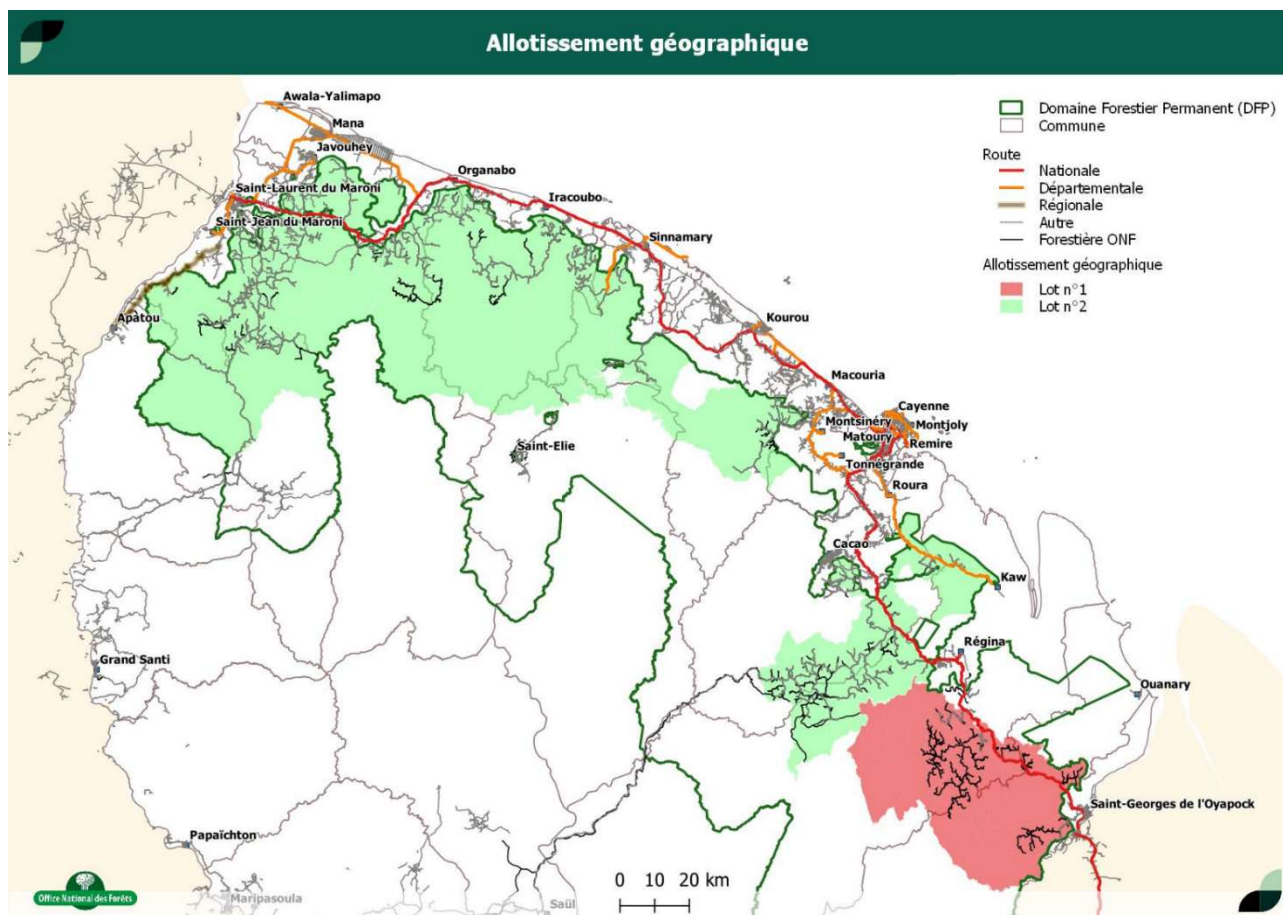
La création et l'entretien des infrastructures routières du Domaine Forestier Permanent est attaché à un service dédié (Service Bois et gestion Durable, pôle technique « pistes »), en charge de la création de 40 à 60 km par an, voire plus, de routes en terrain naturel. Par ailleurs l'ONF organise l'entretien régulier d'environ 600 km de routes. Cette activité est amenée à croître compte tenu de la dynamique de la filière bois Guyanaise.

### 2.3 Décomposition du contrat

Afin d'éviter toute difficulté pour les opérateurs à se déployer sur des zones géographiques éloignées, l'accord-cadre fait l'objet d'un allotissement géographique (lots 1 et 2, voir la carte ci-après) et technique (lot 3) :

- **Lot n°1** : création et entretien des routes et pistes forestières du secteur de Mataroni, correspondant à toutes les routes et pistes liées à la route permanente dite de Mataroni accessible au PK135,7 de la RN2, et le secteur de Saint-Georges comprenant les forêts accessibles via la RN2 au-delà du PK135,7 ainsi que le réseau de routes et pistes forestières accessibles via la piste de Saut-Maripa à partir de la barrière ONF qui délimite le début de la zone d'intervention ONF ;
- **Lot n°2** : création et entretien des routes et pistes forestières dans les autres secteurs desservis du DFP ;
- **Lot n°3** : entretien et réfection lourde des ponts en bois. Ce besoin fait appel à un savoir-faire particulier. L'entretien et la réfection lourde des ponts en bois est un besoin stratégique, particulièrement justifié ces dernières années par les aléas climatiques (plusieurs submersions constatées, usure prématurée des ouvrages en bois). L'entretien et la réfection des ponts nécessitent un déploiement limité de moyens techniques et peuvent être réalisés sur tout le territoire. Ce besoin est donc isolé par ce lot à vocation technique.

**Remarque** : la réalisation de ponts neufs sur de nouvelles routes fait partie intégrante des opérations de constructions et est ainsi rattachée aux travaux généraux des lots 1 et 2.



## 2.4. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

## 2.5. Forme d'accord cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents

**NOTA : Pour les opérations complexes l'ONF se réserve le droit de ne pas recourir au présent accord-cadre. Elles pourront faire l'objet d'une consultation spécifique donnant lieu à la signature d'un marché propre.**

Le montant des prestations pour la période initiale est défini(e) comme suit :

Lot	Montant minimum de commande	Montant maximum de commande/ an
1	Pas de minimum de commande	4 000 000 € HT
2		1 500 000 € HT
3		600 000,00 € HT

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

## 2.6. Conditions d'attribution des bons de commande pour des travaux d'un montant inférieur à 100 000 € HT :

**Les lots 1 et 2 seront attribués à un maximum de 4 opérateurs (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Le lot 3 sera attribué à un maximum de 3 opérateurs (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).**

Une demande de devis est dans un premier temps adressé au titulaire classé n°1. Si celui-ci n'est pas en mesure de fournir un devis dans un délai de **3 jours ouvrés** ou n'est pas en mesure de réaliser les prestations dans la période prévue, ou en cas d'absence de réponse dans les 3 jours ouvrés, alors la demande de devis est adressée au titulaire classé n°2 dans les mêmes conditions et selon les mêmes délais et ainsi de suite.

Après acceptation du devis, le maître d'ouvrage lui adressera un bon de commande avec les prix unitaires remis lors du présent accord-cadre.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Au bout de trois réponses négatives ou en absence de réponse, le candidat titulaire le mieux-disant se verra déclassé d'un rang.

## 2.7. Conditions d'attribution des marchés subséquents pour des travaux complexes ou supérieur à 100 000 €.

**Les lots 1 et 2 seront attribués à un maximum de 4 opérateurs (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Le lot 3 sera attribué à un maximum de 3 opérateurs (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).**

La forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent.

Les candidats retenus seront mis en concurrence à chaque besoin à l'aide d'un marché subséquent. Les prestations à réaliser seront décrites lors de cette consultation. En outre, le(s) titulaire(s) aura(ont) prévu toutes les mesures spécifiques à mettre en œuvre pendant l'exécution du contrat.

Les prix remis dans le BPU sont des prix plafonds. Lors de la consultation d'un marché subséquent, l'entreprise peut alors remettre un prix inférieur ou égal à celui du BPU.

### **Les titulaires ont l'obligation de déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable**

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. L'absence de trois justifications ou trois « non réponse », même justifiées par écrit, pourra entraîner son éviction des futures consultations durant la durée de validité du présent accord-cadre.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents seront les suivants :

- 1- Prix des prestations
- 2- Délais d'exécution

Leur pondération sera définie, par marché subséquent, dans la lettre de consultation de chaque remise en concurrence.

#### **2.8. Décomposition en tranches**

Les marchés subséquents pourront présenter des tranches.

#### **2.9. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

La possibilité de PSE/Option sera précisée dans les modalités de consultation de chaque besoin exprimé (marchés subséquents).

#### **2.10. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

En cas d'éventuels achats similaires, l'ONF pourra recourir aux modifications des marchés (art. R.2194-2 à 9 du Code de la commande publique) ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du CCP).

### **3. DUREES ET DELAIS D'EXECUTION**

#### **3.1 Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### **3.2 Délais d'exécution des prestations**

Les délais et/ou les dates d'exécution des travaux seront fixés à chaque bon de commande ou marché subséquent conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

### **4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**



Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 - NOR : ECOM2106871A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021), dans sa version la plus récente;
- L'offre du titulaire, dont le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE SUBSEQUENT

Les documents contractuels constitutifs du marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le marché subséquent ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le cas échéant, le bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106871A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021), dans sa version la plus récente;

## 6. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 6.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types d'exécution :

- par émission de bons de commande selon les dispositions prévues à l'article 6.2 ci-après ;
- par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies à l'article 6.3 ci-après.

### 6.2. Exécution par émission de bons de commande

#### 6.2.1 Passation des commandes pour chaque lot

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ou travaux ne doit être effectué sans bons de commande.

Chaque projet de bon de commande indique :

- l'identification du titulaire ;
- la référence du présent marché et du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des travaux et prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des travaux et prestations à effectuer ;
- le lieu d'exécution ;



- le délai d'exécution.

Les projets de bons de commande seront adressés à chacun des titulaires selon les dispositions prévues à l'article 2.6. Les projets deviennent bons de commande et sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception du titulaire servant de point de départ au délai d'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique, via la plateforme PLACE, indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

L'ONF ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **6.2.2. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier la commande. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation.

Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

-Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

-Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **6.2.3. Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### **6.2.4. Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par ordre de service et/ou courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **6.3. Exécution par remise en concurrence des titulaires par marchés subséquents**

#### **6.3.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est laissée au libre choix du pouvoir adjudicateur qui pourra en tant que de besoin la mettre en œuvre.

#### **6.3.2. Termes non couverts par l'accord-cadre**

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations et travaux. Des prescriptions administratives et techniques particulières seront, le cas échéant, mentionnées dans les documents de consultation spécifiques.

#### **6.3.3. Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels, à tranche ou à bons de commande.

#### **6.3.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

##### **a) Durée des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

##### **b) Délai d'exécution des marchés subséquents**

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

##### **c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

#### **6.3.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents**

##### **a) Engagement de la consultation**

Dès la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE en fonction de l'adresse de messagerie électronique mentionné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

## b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Voir article 2.8 - Modalités d'attribution des marches subséquents.

## c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire notifié par le pouvoir adjudicateur ; et, le cas échéant, d'autres documents qui seront spécifiés dans l'acte d'engagement du marché (document descriptif des travaux ou prestations, mémoire technique, planning prévisionnel d'exécution, DQE ou DPGF...).

Seuls les marchés subséquents signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

### 6.3.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, préférentiellement par ordre de service ou avenant, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### 6.3.7. Clause de réexamen des marchés subséquents

Dans le cas de travaux, lorsque des pluies imprévisibles surviennent prématurément en saison sèche et ne permettent pas de continuer la bonne exécution des travaux, ceux-ci sont suspendus par l'ONF. Si cette suspension dure sur une période supérieure à 3 mois, la reprise des travaux sur ordre de l'ONF est accompagnée d'une révision des prix à la date de reprise des travaux.

La révision des prix s'effectue selon la formule suivante :

$$P_{\text{révisé}} = P_{2023} \times \frac{50 \% (\text{IndiceS\_TP08}) + 50 \% (\text{Indice S\_IPCGuyane})}{50 \% (\text{Indice}_{2023\_TP08}) + 50 \% (\text{Indice}_{2023\_IPCGuyane})}$$

Le coefficient d'actualisation (IndiceS / Indice<sub>2023</sub>) est arrondi au millième supérieur.

$P_{\text{révisé}}$  = Prix après révision

$P_{2023}$  = Prix initial

IndiceS = indices définitifs disponibles à la date de reprise des travaux

Indice<sub>2023</sub> = indices définitifs du mois d'octobre 2023.

TP08 : index INSEE TP001710996 - Index Travaux Publics - TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010

IPC : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - Guyane - Ensemble hors tabac Identifiant 001769759

Cette révision des prix est actée par un avenant au marché subséquent.

Toutefois, cette clause ne sera pas activée si le titulaire n'a pas déployé les moyens nécessaires à la bonne réalisation des travaux à compter de l'ordre d'exécuter, particulièrement s'il ne respecte pas son planning prévisionnel d'exécution : arrivée tardive sur chantier, retard pris dans l'exécution des tâches élémentaires pour causes de pannes ou d'indisponibilités des moyens de production, difficultés dans la gestion de la sous/traitance...).

En aucun cas, la clause de réexamen ne saurait être un moyen de transgresser à l'obligation de délai.

#### 6.4. Réception des travaux

##### **6.4.1 Dispositions applicables à la réception**

Les opérations de réception, d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues dans le CCAG Travaux et expliquées dans ses articles 41.

##### **6.4.1 Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

### **7. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

#### 7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires sont des prix plafonds servant à désigner les 5 titulaires de l'accord-cadre. L'offre de prix remise par le candidat est une offre plafond définitive.

##### **1/ Caractéristiques des prix pour la partie à bon de commande :**

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

##### **2/ Caractéristiques des prix des marchés subséquents :**

Les prestations sont réglées sur la base des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre et par tous nouveaux prix nécessaires à la bonne exécution des marchés subséquents, selon les stipulations de l'acte d'engagement ou du marché subséquent remis lors de chaque remise en concurrence.

Les titulaires de l'accord-cadre ne pourront pas appliquer, dans les marchés subséquents, des prix supérieurs à ceux indiqués dans leur bordereau des prix unitaires **révisés selon l'article 7.3**. Toutefois, de nouveaux prix, non connus au moment de l'accord-cadre et non répertoriés dans le bordereau des prix unitaires plafonds, pourront être donnés et jugés au moment du marché subséquent.

#### 7.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires ou forfaitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

#### 7.3. Variation des prix

##### **7.3.1. Révision des prix**

### **Pour la partie à bons de commande**

Les prix sont révisés annuellement, à compter de la date de notification du marché au titulaire selon la formule suivante :

La révision des prix s'effectue selon la formule suivante :

$$P_{\text{révisé}} = P_{\text{initial}} \times \frac{50 \% (\text{IndiceS\_TP08}) + 50 \% (\text{Indice S\_IPCGuyane})}{50 \% (\text{Indice}_{\text{initial\_TP08}}) + 50 \% (\text{Indice}_{\text{initial\_IPCGuyane}})}$$

L'indice obtenu est arrondi au millième supérieur.

**P<sub>révisé</sub>** = Prix après révision

**P<sub>initial</sub>** = Prix initial

**IndiceS** = indices définitifs disponibles à la date de reprise des travaux

**Indice<sub>initial</sub>** = indices définitifs qui correspond à la valeur de l'indice connue lors de la remise des offres de l'accord-cadre.

.

TP08 : index INSEE TP001710996 - **TP08 travaux d'aménagement et entretien de voirie**

Lien INSEE TP08 : [Index Travaux Publics - TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie - Base 2010 | Insee](#)

IPCGuyane : Indice des Prix à la Consommation en Guyane (IPC Guyane) « **Energie, dont produits pétroliers** ».

Lien INSEE IPC Guyane : <https://www.insee.fr/fr/statistiques>

### **Pour les marchés subséquents**

A chaque remise des offres de chaque marché subséquent, les prix sont révisés à compter de la date de notification du marché au titulaire selon la formule suivante :

La révision des prix s'effectue selon la formule suivante :

$$P_{\text{révisé}} = P_{\text{initial}} \times \frac{50 \% (\text{IndiceS\_TP08}) + 50 \% (\text{Indice S\_IPCGuyane})}{50 \% (\text{Indice}_{\text{initial\_TP08}}) + 50 \% (\text{Indice}_{\text{initial\_IPCGuyane}})}$$

L'indice obtenu est arrondi au millième supérieur.

**P<sub>révisé</sub>** = Prix après révision

**P<sub>initial</sub>** = Prix initial

**IndiceS** = indices définitifs disponibles à la date de reprise des travaux

**Indice<sub>initial</sub>** = indices définitifs qui correspond à la valeur de l'indice connue lors de la remise des offres de l'accord-cadre.

.

TP08 : index INSEE TP001710996 - **TP08 travaux d'aménagement et entretien de voirie**

Lien INSEE TP08 : [Index Travaux Publics - TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie - Base 2010 | Insee](#)

IPCGuyane : Indice des Prix à la Consommation en Guyane (IPC Guyane) « **Energie, dont produits pétroliers** ».

Lien INSEE IPC Guyane : <https://www.insee.fr/fr/statistiques>

### **7.3.2. Actualisation des prix**

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre (date de remise de l'offre) et l'ordre de service de démarrage des travaux alors les prix sont actualisés selon la formule indiquée à l'article 7.3.1. Les indices utilisés pour l'actualisation des prix seront les derniers indices connus à la date de remise des offres et les derniers indices connus à la date de notification de l'ordre de service.

#### 7.4. Modalités essentielles de paiement

##### 7.4.1. Avance

Il ne sera pas versé d'avance

##### 7.4.4. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après à l'article 7.4.5.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre : 2023-7100-31-LOT 1, 2 ou 3
- le numéro d'engagement du bon de commande, numéro 4700#### ou 4500####
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

##### 7.4.5. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures déposées par les titulaires prendront le formalisme suivant (avec exemples ci-après du cas d'une situation n°2) :

#### Référence de la facture

N° du marché : 2026-7100-XX

N° du lot : 1 ou 2 ou 3

N° de l'OT ou du marché subséquent : XX

N° du BDC : 47----- ou 45-----

N° du contrat SAP : 46----- (Attention, un n° de contrat SAP pour la création, un autre pour l'entretien)

N° de la situation : 2

N° ligne du BDC – intitulé de l'article <i>(ne pas rappeler l'objet du marché ni le n° d'OT ou de MS ; remettre chaque ligne du BDC même si non concerné par la situation)</i>	Quantité de la situation pour la ligne faisant l'objet	Unité pour la ligne faisant l'objet de la facture	Prix unitaire pour la ligne faisant l'objet de la facture	Montant de la situation pour la ligne faisant	Montant cumulé antérieur à la situation pour la ligne faisant	Montant total du BDC pour la ligne faisant l'objet de la facture
--	--	---	---	---	---	--

	de la facture	(celle du BDC)		l'objet de la facture	l'objet de la facture	
[10] Installation de chantier	0,40	U	10 000,00 €	4 000,00 €	6 000,00 €	10 000,00 €
[20] Réglage compactage (Reprofilage)	900	U	2,50 €	2 250,00 €	2 700,00 €	5 000,00 €
[30] Mise en place de la couche de roulement (latéritage) sur 10cm d'épaisseur minimale	3 000	U	2,70 €	8 100,00 €	0,00 €	8 100,00 €
<b>Montant total de la facture : 14 350,00 €</b>						

Les N° de l'Ordre de Travaux (OT), ou du Marché Subséquent (MS), et SAP seront systématiquement fournis sur le bon de commande (BDC).

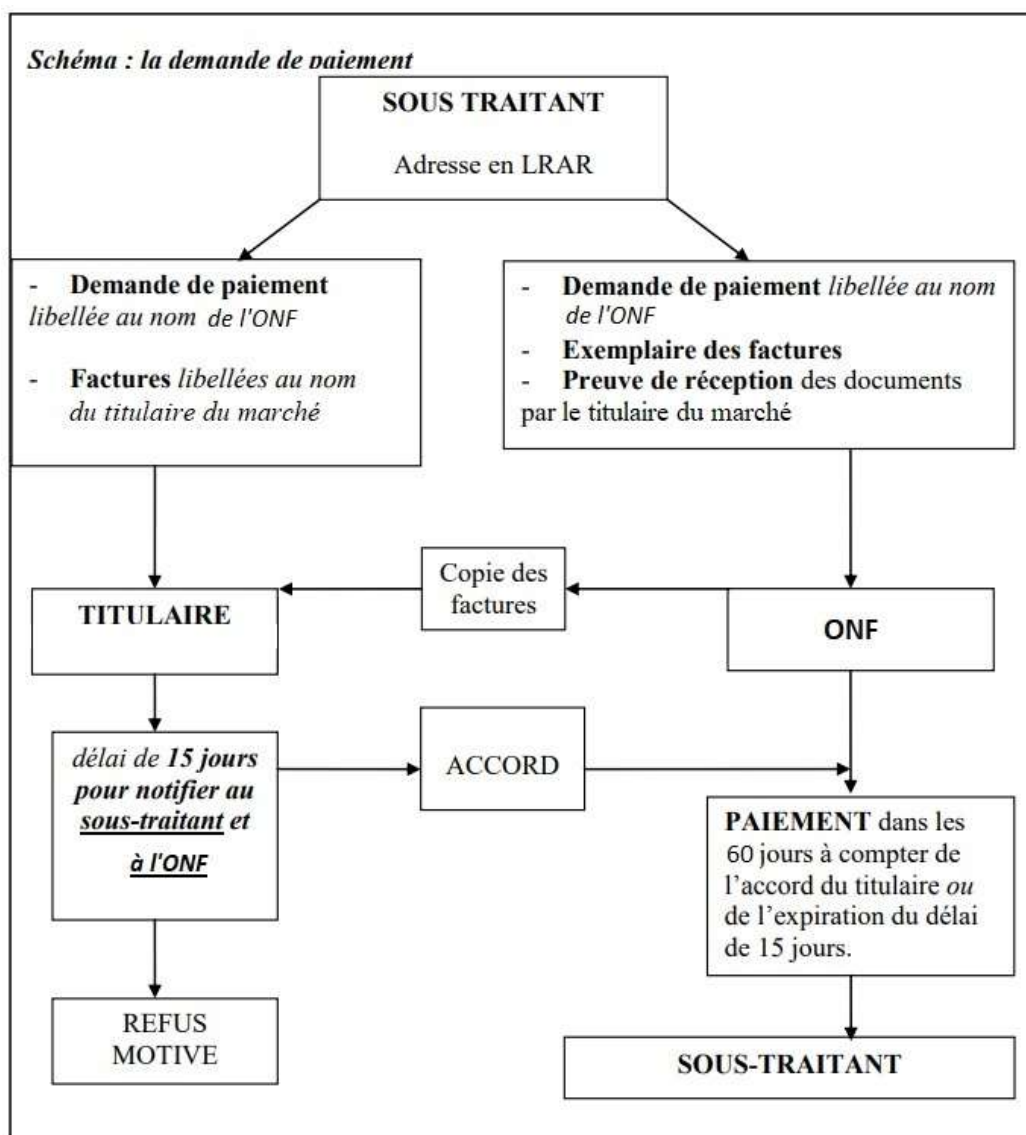
#### 7.4.6. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 7.4.4. *Facturation* ci-dessus.





#### 7.4.7. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire sera effectué par le Comptable Assignataire de l'ONF - Agent Comptable Secondaire par virement sur le compte bancaire ou postal dont le titulaire aura fourni un RIB.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de validation du service fait et après réception du dépôt CHORUS PRO. Toute demande de paiement dans Chorus Pro avant le procès-verbal de réception sera rejetée.

Ce délai de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle de l'ACS, indiqué à l'article 7.4.4 Facturation
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché, ou si des erreurs ou incohérences ne permettent pas son règlement,
- Si les prestations prévues n'ont pas été admises au contrôle.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire, précisant les motifs d'opposition au paiement ou les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise de la levée de ces réserves.

En dehors de ces cas de figure, le dépassement du délai global de paiement ouvrira, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux de ces intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Ce retard de paiement donnera également lieu au versement, au profit Titulaire, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés seront supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire pourra demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification. Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

#### 7.4.8. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## 8. PENALITES

### 8.1. Dispositions préliminaires

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG Travaux.

En dérogation à l'article 19. du CCAG Travaux, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande ou du marché subséquent.

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et faisant obstacle à l'exécution de la commande.

### 8.2. Pénalités de retard

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans le délai fixé pour l'exécution des travaux	1000 €	par jour calendaire
Retard dans les délais fixés par ordre de service ou compte-rendu de chantier pour le nettoyage et la remise en état du chantier en cours de travaux et en fin de chantier	500 €	par jour calendaire
Absence aux rendez-vous de chantier non justifiée 48 heures à l'avance	400 €	par absence
Retard dans la présentation d'un sous-traitant après mise en demeure fixant un délai de 10 jours	1/1000 <sup>ème</sup> du montant hors taxes du marché	par jour calendaire

### 8.3. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### 8.4. Autres pénalités spécifiques

Catégorisation	Montant de la pénalité forfaitaire	Description
Catégorie 1	500 euros par constat	<u>Actions à impact modéré pour l'environnement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-respect des préconisations environnementales définies au marché.</li> <li>- Manquement aux prescriptions du dossier de propreté du chantier.</li> <li>- Mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets + absence de traçabilité.</li> <li>- Stockage de produits dangereux sans mise en place de dispositif de rétention (bac de rétention, kit d'absorption).</li> <li>-</li> </ul>
Catégorie 2	1000 euros par constat	<u>Atteintes préjudiciables à l'environnement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet d'hydrocarbures, de produits toxiques, et de matières en suspension dans les eaux superficielles ou dans le sol.</li> <li>- Coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés (emprise de déforestation).</li> <li>- Enfouissement, dépôt sauvage des déchets de chantier.</li> <li>- Pratique de la chasse, divagation d'animal de compagnie.</li> <li>- Monticule de matériaux (terre, latérite, concassé...) laissé après chantier à proximité des arbres compromettant leur état sanitaire.</li> <li>- Carrière latéritique non recombée, ou présentant une configuration inadaptée en cas de chute (parois trop abruptes, fosse trop profonde).</li> <li>-</li> </ul>
Catégorie 3	1500 euros par constat	<u>Atteintes à l'environnement de façon irréversible :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteinte irréversible à un écosystème comprenant des espèces protégées ou ayant une valeur patrimoniale (mare, corridor écologique, site archéologique ...).</li> <li>-</li> </ul>

#### 8.5 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

## **8.6. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

## **9. DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **10. ASSURANCE**

Les titulaires des accords-cadres doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **11.1 Travailleurs étrangers**

Les titulaires de l'accord-cadre fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel étranger figure sur le registre de chantier que le titulaire met à disposition du chef de projet ONF pendant l'exécution des commandes (voir CCTP 4.14).

### 11.2. Travail clandestin

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### 11.3. Carte d'identification des salariés du BTP

Tout salarié accomplissant, dirigeant ou organisant, même à titre occasionnel, accessoire ou secondaire, des travaux de BTP, quel que soit son contrat de travail (CDD, CDI, intérimaire ou contrat de détachement d'une entreprise étrangère) doit être muni de la carte d'identification visée aux articles L8291-1 et L8291-2 et R8291-1 à R8295-3 du Code du travail.

Pour l'exécution du marché, le titulaire du marché est tenu de faire porter par ses salariés, intérimaires et travailleurs détachés auxquels il a recours, sur le chantier et en permanence, cette carte d'identification professionnelle sécurisée délivrée par l'Union des caisses de France congés intempéries BTP ou l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle.

Le titulaire répercute cette obligation dans le ou les contrats de sous-traitance qu'il peut être amené à conclure pour l'exécution dudit marché.

À tout moment pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage pourra procéder au contrôle des cartes ou des attestations provisoires détenues par le personnel de l'entreprise titulaire ou par ceux de ses sous-traitants éventuels. A cet effet, chaque employeur informe son personnel de cette possibilité de contrôle.

En cas d'absence ou de refus de présentation de la carte d'identification professionnelle sécurisée ou de l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de régulariser la situation. Le cas échéant, l'entrepreneur répercute la mise en demeure à son ou ses sous-traitants.

A défaut de présentation, dans le délai fixé par la mise en demeure, de la carte ou d'une attestation provisoire de demande de carte, le pouvoir adjudicateur en informera aussitôt l'inspection du travail. Le défaut de présentation peut, en outre, entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire conformément aux dispositions du CCAG.

### 11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### 11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution du présent accord-cadre. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification de l'accord-cadre, sous peine de pénalité.

## 12. CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Prestations supplémentaires nécessaires à la réalisation des opérations non prévues et qui deviennent nécessaires aux consultations suivantes (intégration d'un nouveau prix ....)
- Tout ajustement lié à une crise sanitaire ou économique

## 13. RESILIATION DU CONTRAT

### 13.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.2 Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

**13.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

**14. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

L'article 7.3.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.3 du CCAG – Travaux  
L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux  
L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG – Travaux  
L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux  
L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux